

Prix du gaz : pourquoi la situation devient préoccupante en Europe



(Crédits : Unsplash License - Myko Makhlai)

Marine Godelier

Le 11 février au matin, les prix du gaz sur le marché européen ont atteint leur plus haut niveau depuis début 2023. Or, en parallèle, les réserves de cet hydrocarbure se vident plus vite que prévu sur le Vieux continent.

Simple sursaut sur les marchés ou nouvelle crise en vue ? Après la flambée exceptionnelle des prix de l'énergie, en 2022 et 2023, un calme relatif semblait s'installer sur le Vieux continent. Mais le répit n'était peut-être que de courte durée. Depuis quelques jours, les cours du gaz s'envolent, en même temps que les stocks de ce combustible fossile dans l'Union européenne fondent.

Sur la principale bourse d'échange européenne, appelée TTF (Title Transfer Facility), le prix du gaz s'élève, en effet, à 58 euros par mégawattheure (MWh) ce mardi 11 février, au plus haut depuis février 2023. Soit un niveau éloigné des quelque 130 euros par MWh atteints en moyenne sur l'année 2022. Mais également bien différent du monde d'« avant-crise » :

jusqu'en 2020, le TTF oscillait entre 10 et 30 euros par MWh, au maximum.

Or, en parallèle, les réserves de gaz européennes s'amenuisent peu à peu. Selon les données compilées par Gas Infrastructure Europe (GIE), celles-ci sont actuellement remplies à 48,5 %, c'est-à-dire 19 points de moins qu'au même jour l'an dernier. La France affiche le taux de remplissage le plus bas, à 29,85 % contre 53 % un an plus tôt. « *La situation n'est pas catastrophique, mais c'est du sérieux* », commente l'économiste Jacques Percebois, spécialiste des marchés de l'énergie.

Froid hivernal et manque de vent

Et pour cause : l'hiver a été plus rude que prévu, mais cela n'explique pas tout. Les températures, certes fraîches, n'ont pas chuté drastiquement. Selon l'Agence internationale de l'énergie, l'Europe ne consomme d'ailleurs « que » 7 % de gaz en plus par rapport à l'hiver dernier. Un autre mécanisme serait donc à

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Prix du gaz : pourquoi la situation devient préoccupante en Europe

l'œuvre : le manque de moyens pilotables disponibles en-dehors du gaz, et notamment les énergies renouvelables dépendantes de la météo.

« Dans certains pays, notamment l'Allemagne, il y a eu une défaillance de ces sources d'énergie, et en particulier de l'éolien. Les autres options étaient le gaz et le charbon », analyse Jacques Percebois.

Dit autrement, en raison d'un manque de vent, le pays a davantage recouru à ses centrales fossiles pour produire de l'électricité, souligne l'économiste. Ce serait d'ailleurs aussi le cas de la France: « La production renouvelable, principalement des éoliennes, est assez basse et induit un usage accru aux centrales à gaz », affirme-t-on au sein du cabinet de conseil Omnegy. Dans le détail, l'Hexagone a consommé entre 40 et 50 térawattheure (TWh) de gaz pour produire son électricité en 2024, soit un tiers de ses réserves totales.

Or, ni Paris, ni le reste de l'Europe ne peuvent compter sur la Russie pour leur livrer l'essentiel de ces volumes. « Nous utilisons encore du gaz russe, mais alors que Moscou représentait 45 % des importations de gaz de l'Union européenne en 2021, ce chiffre est tombé à moins de 13 % », développe Jacques Percebois. Et la fin du transit du gaz russe via un tuyau passant par l'Ukraine, en début d'année, n'a logiquement rien arrangé.

Pire : afin de remplacer les molécules acheminées par ces tuyaux, le Vieux continent s'est massivement tourné vers le gaz naturel liquéfié (GNL), refroidi à -160°C puis délivré par navire plutôt que par *pipeline*. Or, celui-ci est plus coûteux et soumis à davantage de concurrence à l'échelle mondiale. Pour ne rien arranger, la politique de Donald Trump, fraîchement élu président des Etats-Unis, complète ce cercle vicieux : « Si demain, les Etats-Unis réduisent leurs exportations de GNL vers l'Europe pour privilégier le marché national, cela aggraverait encore le problème », pointe Jacques Percebois.

L'électricité n'est pas épargnée

Au risque de menacer la sécurité d'approvisionnement de l'Europe ? « Reconstituer les stocks de gaz l'été prochain sera un défi », poursuit l'économiste. D'autant que ces réserves se videront un peu plus dans les prochaines semaines, alors que le continent connaîtra bientôt une vague de froid, selon les prévisions météorologiques.

Enfin, attention à l'effet boule de neige : sur le marché européen de l'énergie, les cours du gaz emportent ceux de l'électricité, au moins en partie. Ces derniers ont ainsi augmenté de 4,4 % sur les bourses d'échange pour une livraison en mars 2025. Toutefois, « les volumes importants de production nucléaire prévus par EDF devraient limiter une forte montée des prix », rassure-t-on chez Omnegy.

Du vert au rouge en un clic

Sur le site de Gas Infrastructure Europe, le code couleur a discrètement changé le 6 février dernier, afin que la majorité des pays membres ne soient pas épinglés en rouge. Jusqu'alors, en effet, tous les Etats dont le taux de stockage de gaz était inférieur à 71 % apparaissaient dans cette couleur, indiquant une alerte sur leur niveau de réserves. Mais alors que celles-ci s'amenuisaient un peu partout, l'affichage a été modifié. Résultat : il faut désormais passer sous la barre des 41 % pour apparaître en rouge plutôt qu'en vert.

L'idée est de « rendre l'échelle de coloration plus cohérente », et aucune donnée n'a été manipulée ou modifiée, défend-on à l'association européenne des gestionnaires d'infrastructures gazières, interrogée par *La Tribune*. Et pour cause : « Les niveaux de remplissage inférieurs à 50 % ne sont pas automatiquement alarmants », souligne un porte-parole. Pratique. ■